



Commission d'enquête parlementaire sur l'Audiovisuel Public

Le grand détournement

Le show s'est achevé le mercredi 8 avril. Après 4 mois et demi d'auditions, 200 heures de retransmission, 234 personnes auditionnées, le député ciottiste Charles-Henri Alloncle a finalement rendu l'antenne.

La fin d'un long calvaire pour les salarié·es de l'audiovisuel public qui ont subi sur le terrain et dans leur vie privée les conséquences de ces attaques et d'un dénigrement systématique. En commission, sur les réseaux sociaux, dans les journaux, les mêmes allégations reprises jusqu'à la nausée.

Mensonges et calomnies

Notre salaire moyen qui s'élèverait à 71 000 euros annuels, faux ! Les plateaux repas pendant le confinement de 2020 qui sont devenus "des frais de réception et de cocktail", faux !

Le doute a été jeté en permanence sur la rigueur journalistique et le respect du pluralisme politique à France Télévisions, même si de notre côté nous constatons des dérives au détriment des partis de gauche sur les chaînes nationales.

Des éléments concernant la vie privée de figures de l'antenne ont été jetées en pâture sur les réseaux sociaux. On pouvait espérer un débat de fond émanant de la représentation parlementaire, nous avons eu de la polémique de bas étage du niveau d'un talk-show vulgaire.

Pas touche à mes amis

Les longues auditions complaisantes de personnalités comme Vincent Bolloré, plus de deux heures pour expliquer que France Télévisions devrait être entièrement financé par la publicité, sans la moindre question sur le non-respect des obligations de pluralisme sur sa chaîne CNews. L'invitation de personnalités comme Patrick Sébastien ou Jacques Cardoze, ex-rédacteur en chef de Complément d'Enquête, qui ont pu dénigrer leur ancien employeur et porter des accusations sans preuve.

Des centaines d'heures d'audition mais seulement quatre heures consacrées à l'audition des syndicats représentatifs de France Télévisions et Radio France. Quatre heures pour entendre la voix des salarié·es, de celles et ceux qui vivent au quotidien les conséquences d'un budget en chute libre. Mais une audition complète à un syndicat non représentatif à France Télévisions dirigé par un ex-salarié qui a quitté l'entreprise depuis 25 ans. Chercher l'erreur ou bien l'orientation donnée aux débats...

Au cirque, citoyens !

L'Assemblée nationale a offert un bien triste spectacle, celui du dévoiement d'un outil censé servir à la recherche d'une vérité, utilisé à des fins politiques. Celles de l'extrême-droite qui ne souhaite que la disparition de l'audiovisuel public, ou à défaut, sa mise au pas par une réforme qui regrouperait l'ensemble de nos entreprises sous une gouvernance unique. Tout cela pour tourner le dos définitivement au pluralisme des idées et dérouler son agenda.

Aux député·es qui devront se prononcer sur l'adoption du rapport de cette commission, nous demandons de préserver ce bien commun qu'est l'audiovisuel public par un rejet sans équivoque.

A un peu plus d'un an de la présidentielle, ne laissons pas cette thématique s'imposer plus longtemps de cette façon dans le débat public. Défendons l'information, le divertissement et la culture pour tous. Défendons notre indépendance, la production et la fabrication internes de nos contenus. Préservons notre audiovisuel public, et exigeons un financement pérenne et garanti de son périmètre et de ses missions !

Paris, le 20 avril 2026